

Anne-Catherine Lyon
Conseillère d'Etat
Cheffe du Département de la formation,
de la jeunesse et de la culture

Rue de la Barre 8
1014 Lausanne

Avenant à la Décision n° 146

La Décision n°146, du 3 février 2016, est complétée comme suit.

4. Les personnes qui, au 1^{er} janvier 2017, seront engagées au sein de l'école obligatoire sur la base d'un 3^{ème} contrat de durée déterminée (CDD) consécutif en qualité d'enseignant de travaux manuels (TM), d'activités créatrices textiles (ACT) ou d'économie familiale (EF) et qui souhaitent poursuivre leur activité sur la base d'un contrat de durée indéterminée (CDI), alors même qu'elles ne disposent ni d'un titre d'enseignant (formation de base BP ou MS1) reconnu, ni du Diploma of Advanced Studies (DAS) décerné dans le cadre de la formation PIRACEF ou d'un titre équivalent, peuvent s'inscrire à la formation PIRACEF dans le délai d'inscription fixé par la HEP en vue d'une entrée en formation en 2017. Les conditions suivantes sont applicables.
 - a. L'admission définitive au programme PIRACEF présuppose que ces personnes obtiennent les 30 crédits ECTS du complément d'études en sciences de l'éducation prévu par le règlement d'études PIRACEF, le cas échéant par validation des acquis d'expérience (VAE), selon les règles en vigueur au sein de la HEP.
 - b. Les conditions d'engagement, respectivement la poursuite de l'activité sous forme de contrat de durée indéterminée, restent soumises aux règles découlant notamment de la Décision n° 120 et aux conditions fixées par la Direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO). L'inscription à la formation PIRACEF, le cas échéant l'entrée en formation, ne confère pas un droit d'obtenir un contrat de durée indéterminée.
 - c. Le cas échéant, la personne considérée ne peut cependant être engagée sur la base d'un contrat de durée indéterminée, dès le mois d'août 2017, que si elle a déposé sa candidature à la formation PIRACEF dans le délai d'inscription lié à l'année **2017** et que celle-ci a été formellement acceptée par la HEP. Si toutefois l'entrée effective en formation doit être différée en raison d'un manque de places disponibles (liste d'attente), un engagement sous forme de CDI n'est pas exclu de ce seul fait.
 - d. Les personnes engagées sous forme de CDI à compter d'août 2017 et qui entreprennent la formation PIRACEF au cours de l'année académique 2017/2018 seront dispensées des frais de ladite formation. De plus, elles bénéficieront exceptionnellement des décharges horaires prévues par la Décision n° 83 pendant la durée de ladite formation. Le cas échéant, ces dispositions s'appliqueront également aux personnes mentionnées ci-dessus dont la formation a dû être différée en raison d'un manque de places disponibles (liste d'attente).
 - e. Si elles obtiennent le DAS au terme de la formation PIRACEF entreprise, les personnes mentionnées ci-dessus seront colloquées dans le niveau de fonction 10A (statut horaire de 28 périodes pour un plein temps) à compter du mois suivant l'obtention du diplôme considéré.


Anne-Catherine Lyon

Lausanne, le 22 décembre 2016